

A C O S S S T A T

BILAN

2008 : L'ANNÉE DU RETOURNEMENT CONJONCTUREL

N°85 – JUILLET 2009

En 2008, les entreprises du secteur concurrentiel emploient 18 millions de salariés en France (Métropole et Dom) et versent une masse salariale de 480 milliards d'euros. Sur un an, la masse salariale évolue de 3,6 % et l'emploi de 1,1 % (environ 200 000 postes). Ces évolutions sont moins importantes que celles enregistrées les deux années précédentes du fait du retournement conjoncturel perceptible dès le deuxième trimestre de l'année. Toutefois, l'impact de ce retournement sur les indicateurs 2008 est limité du fait de la bonne tenue de l'économie en début d'année.

Le secteur de l'intérim, encore très dynamique en 2007, est particulièrement touché par ce retournement. Sur un an, l'emploi y baisse de près de 4,0 % en moyenne annuelle. Dans l'industrie, l'emploi continue sa décrue (- 1 %). La construction demeure le secteur le plus créateur d'emploi (+ 3,7 %) mais les activités de la promotion immobilière et celles des travaux pour la construction des maisons enregistrent des évolutions moins importantes qu'en 2007. Le tertiaire hors intérim connaît quant à lui un développement de + 1,7 %, soit 0,4 point de moins qu'en 2007.

Entre 2003 et 2008, l'emploi du secteur privé en France (Métropole et Dom) a progressé de 5,1 % (tableau 1), soit un rythme bien inférieur à celui enregistré sur la période 1998-2003 (+ 11,6 %).

Après avoir atteint un point bas en 2003, la croissance de la masse salariale s'est accrue d'année en année pour atteindre en 2007 son point le plus haut depuis 2001. Entre 2004 et 2007, l'évolution en moyenne annuelle de la masse salariale est ainsi passée de 2,9 % à 4,8 % et celle de l'emploi de 0,3 % à 1,7 % (tableau 1, graphiques 1 et 2).

En 2008, cette évolution connaît un coup d'arrêt, marquée par le retournement conjoncturel perceptible dès le deuxième trimestre 2008. Néanmoins, malgré le fort ralentissement de l'activité amorcé au printemps, la masse salariale, l'emploi et le salaire moyen par tête affichent encore en 2008 des taux de croissance moyens annuels respectifs de 3,6 %, 1,1 % et 2,4 % (tableau 1). Deux facteurs peuvent expliquer l'impact limité du retournement conjoncturel sur les évolutions de 2008 par rapport à 2007. Tout d'abord, l'emploi réagit traditionnellement avec retard aux

évolutions de l'activité économique (graphique 2), du fait notamment des coûts liés aux licenciements et aux embauches. Ensuite, les évolutions en moyenne annuelle ont tendance à atténuer les fluctuations infra-annuelles (encadré 1).

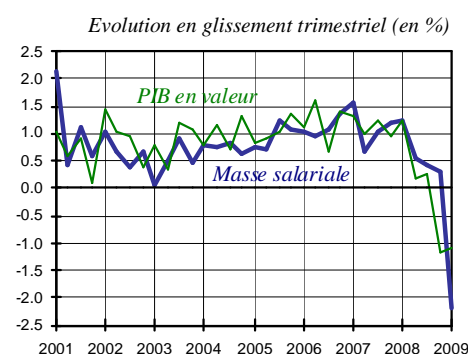
L'intérim, l'habillement, textile et cuir, les industries pharmaceutiques et chimiques et les activités immobilières sont les secteurs les plus touchés par le retournement conjoncturel. A l'inverse, les activités informatiques, juridiques, de conseil et d'ingénierie, l'action sociale et l'hébergement médico-social résistent mieux.

Tableau 1 : Masse salariale, emploi, salaire moyen par tête du secteur privé, PIB et pouvoir d'achat

	Niveau	Evolution en moyenne annuelle (en %)					Evolution 2003/2008
	2008	2004	2005	2006	2007	2008	
Masse salariale (en Md €)	479,8	2,9	3,3	4,3	4,8	3,6	20,3
Emploi (en millions de salariés)	18,3	0,3	0,7	1,3	1,7	1,1	5,1
Salaire moyen par tête (en € par mois)	2 188	2,6	2,6	3,0	3,1	2,4	14,4
PIB en valeur (en Md€)	1 950,1	4,1	4,0	4,7	4,9	2,9	22,3
PIB en volume (en Md€ 2000)	1 644,4	2,5	1,9	2,2	2,3	0,4	9,7
Indice des prix à la consommation (hors tabac)		1,7	1,8	1,7	1,5	2,8	9,8
Pouvoir d'achat du SMPT		0,9	0,8	1,3	1,6	-0,3	4,2

Sources : AcoSS – Urssaf ; Insee

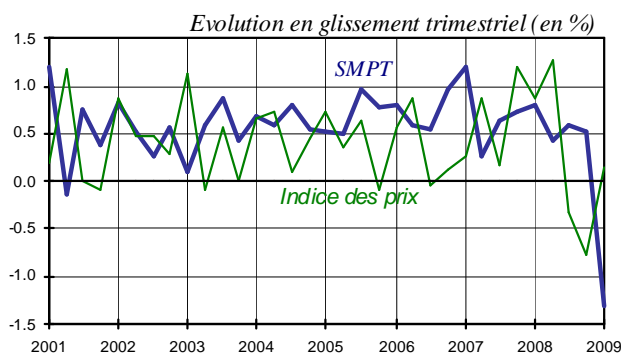
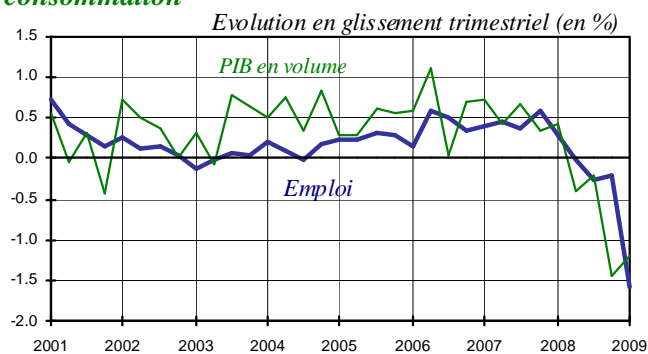
Graphique 1 : Masse salariale et PIB en valeur



Sources : AcoSS – Urssaf ; Insee



Graphique 2 : Emploi, salaire moyen par tête (SMPT) du secteur privé, PIB en volume et indice des prix à la consommation



Sources : Acoff – Urssaf ; Insee

Le retournement conjoncturel est d'abord perceptible dans l'intérim

En cas de baisse d'activité, de nombreuses entreprises utilisent l'emploi intérimaire comme première variable d'ajustement avant d'envisager une diminution du nombre de leurs salariés. Ainsi, à partir du deuxième trimestre 2008, en lien avec le ralentissement puis la baisse de l'activité, le secteur de l'intérim connaît une chute brutale d'effectifs. Cette baisse s'amplifie ensuite au quatrième trimestre 2008 et au premier trimestre 2009. L'intérim (758 000 salariés en 2008) perd un peu plus de 30 000 postes sur un an.

Le retournement se diffuse à l'industrie à partir du troisième trimestre

La baisse de l'emploi dans l'industrie, qui avait tendance à se tasser depuis 2006, s'accélère à partir du troisième trimestre 2008 (graphique 3). Sur un an, ce secteur perd 37 000 postes, soit - 1 % en moyenne annuelle.

La dégradation de l'emploi est très marquée dans les secteurs de l'habillement (- 9,2 %), de l'industrie textile (- 5,3 %) et de l'industrie du cuir et de la chaussure (- 2,5 %), qui totalisent une perte de 9 700 salariés sur un an.

L'industrie pharmaceutique dont l'emploi augmentait encore en 2007 perd des salariés en 2008, notamment au quatrième trimestre (-1,8 %, soit 1 600 salariés de moins sur l'année).

Dans certains secteurs comme l'industrie automobile, la fabrication des produits informatiques, fabrication des meubles, l'industrie chimique, ou la fabrication d'équipements électriques, l'emploi continue de baisser en 2008 sur des rythmes comparables à ceux de 2007 (entre - 4 % et - 0,6 % en moyenne annuelle).

Néanmoins, la croissance de l'emploi, en moyenne annuelle, demeure toujours positive dans certaines activités industrielles, notamment dans la collecte, le traitement et l'élimination des déchets (3,1 %), la réparation et installation de machines et d'équipements (2,4 %) et la fabrication d'autres matériels de transport (1,8 %).

La croissance de l'emploi dans la construction ralentit en 2008

La construction emploie 1,5 million de salariés en 2008 soit 8,5 % du secteur privé. L'emploi de ce secteur a connu sa plus forte croissance entre 2003 et 2007 avec des évolutions atteignant 5 % en 2006. Amorcé début 2007, le ralentissement de l'emploi dans le secteur s'accroît fortement dès le deuxième trimestre 2008 (graphique 3) en lien avec la baisse des mises en chantier. Au total sur 2008, les effectifs salariés continuent de croître (3,7 %) dans la construction mais plus faiblement qu'en 2007 (5,1 %).

Ainsi, en 2008, la croissance de l'emploi passe de 11,1 % en 2007 à 4,8 % promotion immobilière de logement. De même, elle fléchit

dans les activités de construction des maisons tels que les travaux de charpente, de peinture, de plâtrerie, d'isolation et revêtement du sol, certains amorçant même une baisse en fin d'année.

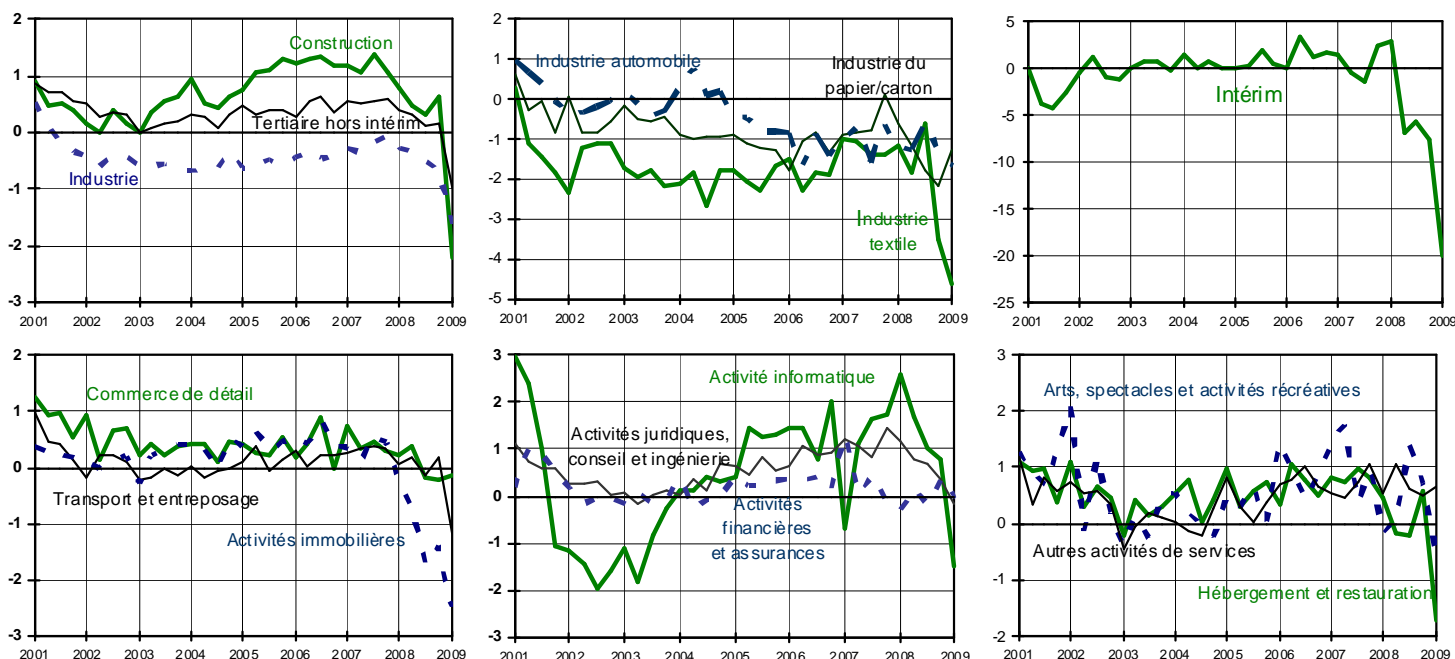
Seuls quelques secteurs des travaux de second œuvre ne pâtissent pas encore du retournement conjoncturel. Il s'agit des travaux d'installation électrique, d'eau-gaz et d'équipements thermiques et de climatisation.

En 2008, le tertiaire hors intérim connaît un développement modéré

Le tertiaire marchand hors intérim représente désormais 68 % des emplois du secteur concurrentiel. Sur un an, l'emploi augmente de 1,7 %. Cependant, cette évolution en moyenne annuelle masque un profil infra-annuel marqué par le retournement économique : alors qu'il progressait à un rythme trimestriel de l'ordre de 0,4 % en début d'année, l'emploi du secteur commence à être moins dynamique à partir du troisième trimestre 2008 (0,1 %) et recule au premier trimestre 2009 (-1,0 %) (graphique 3, encadré 2).

Dans le secteur immobilier, l'emploi se dégrade de 1,3 %. La baisse des effectifs amorcée dès le premier trimestre s'accroît fortement ensuite. L'évolution de l'emploi dans les agences immobilières reste stable en 2008 en moyenne annuelle mais se dégrade très fortement au quatrième trimestre et au premier trimestre 2009 (encadré 1). Dans la location de logement, la baisse intervient au

Graphique 3: Glissements trimestriels de l'emploi dans les grands secteurs d'activité entre 1997 et 2008 (en %)



Source : Acoess - Urssaf

troisième trimestre. L'administration d'immeubles et d'autres biens immobiliers connaît sur la période une évolution positive mais moins importante qu'en 2007 avec une baisse des effectifs dès le premier trimestre.

L'emploi dans le secteur des **transports et de l'entreposage** (1,4 million de salariés en 2008) augmente de 1,1 % sur un an. Cette augmentation profite à l'entreposage et au stockage non frigorifique, aux transports routiers de fret de proximité et aux transports routiers de fret interurbains qui gagnent respectivement 6,7 %, 5,4 % et 1,0 %. Cependant, certaines activités connaissent un recul sur la période comme les activités de messagerie et fret express (- 5,7 %) dont l'emploi a fortement baissé en début d'année, ainsi que les transports maritimes et côtiers de passagers (- 1,3 %).

Le **secteur du commerce, réparation automobile et de motocycle (3,1 millions de salariés en 2008)** connaît en 2008 un ralentissement de son dynamisme par rapport à 2007 avec des pertes d'emplois dès le deuxième trimestre de l'année. La plupart des emplois créés le sont dans le **commerce de détail** (7,6 %, soit 20 000 emplois nets supplémentaires).

Les activités de commerce de détail en magasin spécialisé se démarquent par une forte dynamique de l'emploi en particulier dans les commerces spécialisés dans la télécommunication (11,3 %), l'optique (4 %), l'habillement (2,1 %) et les produits pharmaceutiques (1,7 %).

En revanche, le commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé connaît en 2008 un recul de ses effectifs (- 3,1 %, soit 1 500 salariés en moins). De même, le commerce de voiture et de véhicules automobiles légers connaît une baisse d'effectifs de 1,3 %, soit 2 400 salariés.

L'emploi du secteur de **l'hébergement et de la restauration** (970 000 salariés en 2008), encore dynamique en début d'année, baisse dès le deuxième trimestre 2008. Sur un an, l'emploi augmente encore de 2,1 % mais seule la restauration de type rapide reste aussi dynamique qu'en 2007. La restauration de type traditionnelle enregistre des évolutions moins importantes que celles de l'année précédente mais reste, de par son poids important, l'activité la plus créatrice d'emploi du secteur (+ 10 000 postes). En revanche, les secteurs des débits de boisson et de l'hébergement touristique et autre hébergement de courte durée perdent des emplois en 2008.

Les effectifs du secteur des **télécommunications** continuent la baisse entamée en 2002. En 2008, la contraction de l'emploi (- 5,3 %) est comparable à celle observée un an plus tôt.

En 2008, l'emploi dans **les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie** progresse de 4,2 %. Les effectifs croissent fortement dans le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion, dans l'ingénierie et les études techniques et dans les activités des sièges sociaux, qui totalisent 25 000 créations nettes d'emploi. Néanmoins, ici encore le profil infra-annuel montre un ralentissement marqué en fin d'année.

Les activités informatiques connaissent en 2008 la progression la plus importante du secteur tertiaire : + 6,9 %. Cette augmentation est portée principalement par le conseil en système et logiciel informatiques (+ 8,8 %). Néanmoins, après une forte croissance en début d'année, l'emploi ralentit brusquement.

Les autres secteurs dynamiques du tertiaire correspondent à des secteurs dont l'activité est relativement indépendante du cycle conjoncturel comme l'action sociale, l'hébergement médico-social et la santé marchande.

Ainsi, le secteur de **l'action sociale et de l'hébergement médico-social** a enregistré en 2008 une progression de l'emploi de 3,9 % en moyenne annuelle. L'emploi de certaines activités liées aux services à la personne a même été particulièrement dynamique : l'aide à domicile, l'accueil des jeunes enfants et l'hébergement médicalisé pour personnes âgées. Néanmoins, la croissance de l'emploi ralentit également fortement dans ces secteurs en deuxième partie d'année.

De même, l'emploi dans les activités médicales progresse encore, mais à un rythme bien moindre qu'en 2007.

L'emploi dans les **autres activités de services et les services personnels** augmente de 3,1 % entre 2007 et 2008. Les activités les plus dynamiques de ce secteur sont les soins de beauté, l'entretien corporel et les organisations fonctionnant par adhésion volontaire, qui totalisent 9 500 embauches.

Le secteur **arts, spectacle et activités récréatives** progresse de 2,5 % sur un an, soit 6 500 emplois supplémentaires. Cette croissance, moins importante qu'en 2007, se concentre sur les activités sportives, récréatives et de loisirs.

L'emploi dans le secteur des **activités financières et d'assurances** est pratiquement stable. L'emploi du secteur est porté par les activités des sociétés de holding (+ 5,9 %) et les activités de supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier. L'activité des autres intermédiations monétaires connaît un recul de 2,6 % en 2008.

Arnaud BOULLIUNG
Mihaela MOSU NASR
Gaëlle PRIoux

Département des études statistiques et de l'observation des cotisant (DESOC)

Tableau 2 : Emploi et salaire par tranche de taille en 2008

Tranche d'effectif de l'entreprise	Nombre d'entreprises (en milliers)	Structure (en %)	Nombre d'établissements (en milliers)	Structure (en %)	Masse salariale 2008 (en Md €)	Structure (en %)	Emploi 2008 (en millions)	Structure (en %)	SMPT 2008 (en €)	Tranche d'effectif de l'établissement	Nombre d'établissements (en milliers)	Emploi 2008 (en millions)	Masse salariale 2008 (en Md €)
1 à 9	1 238,4	84,3	1 277,9	71,9	68,5	14,3	3,43	18,8	1 665	1 à 9	1 466,7	4,18	89,9
10 à 19	118,4	8,1	142,6	8,0	38,3	8,0	1,57	8,6	2 036	10 à 19	153,8	2,06	51,1
20 à 49	71,6	4,9	104,7	5,9	56,8	11,8	2,21	12,1	2 142	20 à 49	97,7	3,02	77,3
50 à 99	20,6	1,4	41,2	2,3	36,6	7,6	1,41	7,7	2 171	50 à 99	32,9	2,25	57,3
100 à 249	12,5	0,8	42,9	2,4	55,5	11,6	1,90	10,4	2 439	100 à 249	18,8	2,84	79,2
250 à 499	3,9	0,3	28,1	1,6	37,9	7,9	1,34	7,4	2 348	250 à 499	4,8	1,65	46,2
500 à 1 999	2,6	0,2	56,8	3,2	69,4	14,5	2,33	12,8	2 478	500 à 1 999	2,0	1,60	53,3
2 000 et plus	0,6	0,0	82,6	4,6	116,7	24,3	4,07	22,3	2 390	2 000 et plus	0,2	0,67	25,5
Total	1 468,6	100,0	1 776,9	100,0	479,8	100,0	18,28	100,0	2 187	Total	1 776,9	18,28	479,8

Note : l'emploi se concentre dans les très grandes entreprises (plus de 2 000 salariés) et les très petites entreprises (1 à 9 salariés). Les premières représentent 0,6 % du nombre d'entreprises et regroupent 22,3 % des salariés ; les secondes représentent 84,3 % du nombre d'entreprises et 18,8 % de l'emploi. La structure de l'emploi par taille d'entreprise évolue peu depuis 2003 (ACOSS STAT n° 68).

Source : AcoSS - Urssaf

Encadré 1 : Evolution en moyenne annuelle, glissement trimestriel et acquis de croissance

Pour l'emploi, l'acquis de croissance de l'année N au trimestre T correspond au taux de croissance de l'année N par rapport à l'année N-1 qui prévaudrait si l'emploi conservait le même niveau à partir du trimestre T et ce jusqu'à la fin de l'année. Par exemple, l'acquis de croissance pour l'emploi sur l'année 2008 au premier trimestre est égal à 0,5 point de pourcentage : il correspond à la moyenne annuelle qui aurait été observée si l'emploi était resté au niveau atteint au premier trimestre.

Il est possible de démontrer que la moyenne annuelle peut être approximée par une somme pondérée de glissements trimestriels des effectifs moyens trimestriels par la formule suivante :

$$\begin{aligned}
 MA_{2008/2007} &\cong 0,25 \times GT_{T2/2007} \\
 &+ 0,5 \times GT_{T3/2007} + 0,75 \times GT_{T4/2007} \\
 &+ 1,0 \times GT_{T1/2008} + 0,75 \times GT_{T2/2008} \\
 &+ 0,5 \times GT_{T3/2008} + 0,25 \times GT_{T4/2008}
 \end{aligned}$$

On voit ici que les évolutions des trimestres 1 et 2 de l'année 2008 (respectivement $GT_{T1/2008}$ et $GT_{T2/2008}$) ainsi que celle du trimestre 4 de l'année 2007 ($GT_{T4/2007}$) contribuent fortement au résultat. Ainsi, on comprend mieux que les chocs à la baisse subis par l'emploi en fin d'année 2008 ne se répercutent que faiblement dans le résultat annuel. A contrario, la moyenne annuelle 2009 sera affectée par un fort acquis de croissance négatif accumulé fin 2008.

Pour approfondir...

« La masse salariale et l'emploi du secteur privé au premier trimestre 2009 », ACOSS STAT n°82, juin 2009.

« La masse salariale et l'emploi du secteur privé en 2007 », ACOSS STAT n°68, août 2008.

L'Acoss publie des résultats trimestriels à environ 70 jours après la fin du trimestre. Dans la plupart des régions désormais, les URSSAF publient également des résultats infra-régionaux basés sur les mêmes données.



Tableau 3 : Evolution de la masse salariale et de l'emploi par secteur détaillé d'activité économique (NACE 38)

NAC E38	SECTEURS	Masse salariale						Effectifs moyens						SMPT moyen		
		2008		Evolution en moyenne annuelle (en %)		Evolution 2003/2008		2008		Evolution en moyenne annuelle (en %)		Evolution 2003/2008		2008	Evolution en moyenne annuelle (en %)	Evolution 2003/2008
		En M€	En %	2007	2008	En M€	En %	En milliers	En %	2007	2008	En milliers	En %	En €	2008	En %
BZ	Industries extractives	0,8	0,2	3,8	2,8	0,1	13,7	28	0,2	-0,7	-0,9	-1,5	-5,0	2 502	3,8	19,7
CA	Industries agro-alimentaires	11,9	2,5	2,0	2,3	0,9	8,6	511	2,8	-0,7	-0,2	-19,0	-3,6	1 945	2,5	12,6
CB	Habillement, textile et cuir	3,5	0,7	-1,8	-3,5	-0,7	-17,6	145	0,8	-5,4	-6,3	-66,9	-31,6	2 017	3,0	20,4
CC	Bois et papier	6,5	1,3	-0,3	-0,4	-0,2	-3,3	237	1,3	-2,8	-2,6	-38,8	-14,1	2 279	2,3	12,5
CD	Cokéfaction et raffinage	0,7	0,1	3,6	9,4	0,1	23,2	14	0,1	0,0	4,0	0,2	1,7	3 919	5,4	21,3
CE	Industrie chimique	5,8	1,2	1,5	1,3	0,1	2,3	155	0,8	-1,9	-1,7	-20,4	-11,6	3 123	3,1	15,7
CF	Industrie pharmaceutique	3,7	0,8	4,0	-0,6	0,3	9,6	89	0,5	0,6	-1,8	-3,1	-3,4	3 448	1,2	13,4
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	9,7	2,0	2,3	0,9	0,7	7,2	342	1,9	-1,3	-1,8	-31,9	-8,5	2 370	2,8	17,2
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	13,2	2,7	2,2	1,9	0,7	5,7	461	2,5	-1,1	-0,8	-46,6	-9,2	2 383	2,7	16,4
CI	Fabrication de produits informatiques, électron. et optiques	6,3	1,3	0,1	1,3	0,1	0,8	160	0,9	-2,7	-2,4	-26,8	-14,4	3 282	3,8	17,7
CJ	Fabrication d'équipements électriques	4,2	0,9	3,2	3,4	0,3	7,9	136	0,7	-0,8	-0,6	-14,3	-9,5	2 604	4,0	19,2
CK	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	7,1	1,5	3,0	3,7	0,6	9,9	223	1,2	0,0	0,5	-14,6	-6,1	2 668	3,2	17,0
CL	Fabrication de matériels de transport	14,1	2,9	0,7	1,9	1,0	8,0	400	2,2	-3,1	-2,2	-39,3	-9,0	2 941	4,1	18,6
CM	Autres industries manuf. ; réparation et installation machines	8,8	1,8	3,2	3,3	0,8	9,7	319	1,7	-0,7	0,2	-23,4	-6,8	2 313	3,1	17,8
DZ	Produc. distribution d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné	6,3	1,3	0,7	6,5	1,1	21,1	169	0,9	-1,0	1,0	-7,7	-4,3	3 119	5,5	26,6
EZ	Production et distribution d'eau, assainissement	4,4	0,9	7,3	4,2	1,0	29,7	168	0,9	3,6	2,2	21,8	14,9	2 176	2,0	12,9
FZ	Construction	34,7	7,2	7,7	5,9	9,5	37,8	1 557	8,5	5,1	3,7	268,0	20,8	1 855	2,1	14,1
GZ	Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	74,6	15,5	3,9	3,1	11,9	19,0	3 100	17,0	1,2	0,9	135,1	4,6	2 004	2,2	13,8
HZ	Transports et entreposage	38,2	8,0	4,6	3,4	6,0	18,7	1 423	7,8	1,0	1,1	35,9	2,6	2 236	2,4	15,7
IZ	Hébergement et restauration	17,2	3,6	5,8	4,0	3,7	27,7	970	5,3	3,1	2,1	103,9	12,0	1 474	1,8	14,0
JA	Edition et audiovisuel	9,0	1,9	4,7	3,4	1,6	21,3	236	1,3	1,3	1,8	18,2	8,3	3 160	1,6	12,0
JB	Télécommunications	5,4	1,1	-1,0	-1,2	-0,1	-1,6	157	0,9	-5,1	-5,3	-30,2	-16,2	2 847	4,3	17,4
JC	Activités informatiques	13,2	2,8	5,5	9,4	3,0	29,7	321	1,8	4,0	7,0	50,4	18,6	3 424	2,3	9,4
KZ	Activités financières et d'assurance	31,8	6,6	8,4	2,2	6,6	26,1	751	4,1	1,9	0,4	32,0	4,4	3 527	1,7	20,7
LZ	Activités immobilières	6,5	1,4	4,9	0,1	1,3	24,0	252	1,4	1,1	-1,3	8,1	3,3	2 162	1,5	20,0
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	33,0	6,9	8,3	7,5	8,4	34,4	864	4,7	4,1	4,2	109,4	14,5	3 177	3,2	17,4
MB	Recherche et développement	5,5	1,2	5,9	4,0	1,0	22,1	150	0,8	4,5	2,9	15,4	11,4	3 062	1,1	9,6
MC	Autres activités scientifiques et techniques	5,9	1,2	4,0	3,4	0,9	18,7	221	1,2	0,0	0,5	11,8	5,6	2 236	2,9	12,4
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	37,0	7,7	6,9	2,4	8,3	28,7	1 896	10,4	3,2	-0,3	182,2	10,6	1 626	2,7	16,5
OZ	Administration publique	7,6	1,6	2,1	1,2	0,6	8,9	188	1,0	-2,2	-2,1	-15,8	-7,7	3 345	3,5	18,2
PZ	Education	5,9	1,2	4,5	4,1	1,0	20,9	299	1,6	2,4	3,0	26,7	9,8	1 641	1,1	10,1
QA	Activités pour la santé humaine	12,7	2,6	4,4	3,5	2,3	22,3	541	3,0	1,8	0,9	37,1	7,4	1 955	2,6	13,9
QB	Action sociale et hébergement médico-social	16,8	3,5	7,4	6,1	4,6	37,7	961	5,3	4,4	3,9	167,3	21,1	1 457	2,2	13,7
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	5,7	1,2	7,6	5,7	1,2	26,1	267	1,5	4,3	2,5	27,8	11,6	1 762	3,1	13,0
SZ	Autres activités de services	11,7	2,4	5,0	5,2	2,1	22,3	546	3,0	2,8	3,1	46,1	9,2	1 784	2,0	11,9
	Activités diverses et non classées	0,6	0,1	-1,4	-0,9	0,0	-1,8	20	0,1	-4,6	-4,0	-4,0	-16,5	2 444	3,1	17,7
	Total	479,8	100,0	4,8	3,6	80,9	20,3	18 276	100,0	1,7	1,1	893,0	5,1	2 188	2,4	14,4
	Total hors intérim	463,9	96,7	4,7	3,8	77,3	20,0	17 518	95,9	1,6	1,3	831,1	5,0	2 207	2,4	14,3
	<i>Industrie</i>	<i>107,2</i>	<i>22,3</i>	<i>1,9</i>	<i>2,1</i>	<i>6,9</i>	<i>6,9</i>	<i>3 555</i>	<i>19,5</i>	<i>-1,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>-332,2</i>	<i>-8,5</i>	<i>2 512</i>	<i>3,2</i>	<i>16,9</i>
	<i>Construction</i>	<i>34,7</i>	<i>7,2</i>	<i>7,7</i>	<i>5,9</i>	<i>9,5</i>	<i>37,8</i>	<i>1 557</i>	<i>8,5</i>	<i>5,1</i>	<i>3,7</i>	<i>268,0</i>	<i>20,8</i>	<i>1 855</i>	<i>2,1</i>	<i>14,1</i>
	<i>Tertiaire (y compris intérim)</i>	<i>337,7</i>	<i>70,4</i>	<i>5,5</i>	<i>3,8</i>	<i>64,5</i>	<i>23,6</i>	<i>13 149</i>	<i>71,9</i>	<i>2,2</i>	<i>1,4</i>	<i>961,0</i>	<i>7,9</i>	<i>2 140</i>	<i>2,4</i>	<i>14,6</i>
	<i>Tertiaire hors intérim</i>	<i>321,8</i>	<i>67,1</i>	<i>5,4</i>	<i>4,1</i>	<i>60,8</i>	<i>23,3</i>	<i>12 391</i>	<i>67,8</i>	<i>2,1</i>	<i>1,7</i>	<i>899,1</i>	<i>7,8</i>	<i>2 164</i>	<i>2,3</i>	<i>14,4</i>
	<i>Intérim</i>	<i>15,9</i>	<i>3,3</i>	<i>8,7</i>	<i>-1,7</i>	<i>3,6</i>	<i>29,6</i>	<i>758</i>	<i>4,1</i>	<i>4,0</i>	<i>-3,9</i>	<i>61,9</i>	<i>8,9</i>	<i>1 753</i>	<i>2,5</i>	<i>19,2</i>

Source : AcoSS - Urssaf

Encadré 2 : Le retournement conjoncturel s'accroît au premier trimestre 2009

Au premier trimestre 2009, la masse salariale diminue fortement (- 2,2 %). Son rythme annuel était encore de + 4,2 % début 2008. Depuis, ce rythme a ralenti chaque trimestre en 2008 (+ 4,1 % au deuxième, + 3,5 % au troisième, + 2,5 % au quatrième) pour atteindre - 0,9 % début 2009.

Ce mouvement résulte principalement de l'évolution défavorable des effectifs salariés mais aussi d'une baisse importante du SMPT, due notamment à la recrudescence du chômage partiel (ACOSS STAT n°82).

L'emploi dans le secteur privé décroît de 1,6 % ce trimestre et de 2,1 % sur un an (soit 376 000 salariés). Cette perte s'explique principalement par la baisse de l'emploi dans l'intérim (285 000 salariés).

La situation dans l'industrie continue

de se dégrader à un rythme un peu plus rapide : l'emploi recule de 1,6 % au premier trimestre après une baisse de 0,7 % au trimestre précédent.

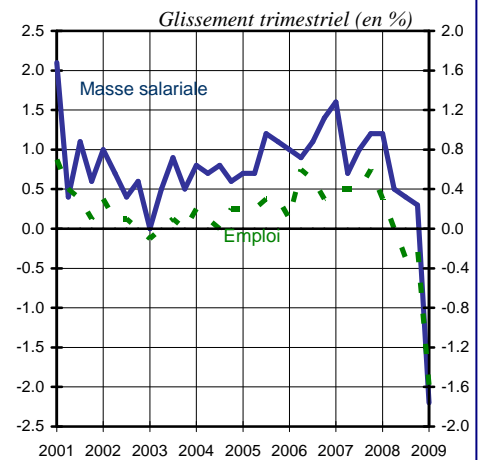
Pour la première fois depuis 2003, le BTP connaît début 2009 des pertes d'emploi (-2,2 %).

Dans le tertiaire, la dégradation s'accroît également, le glissement trimestriel de l'emploi passant de - 0,2 % au quatrième trimestre 2008 à - 1,5 % au premier trimestre 2009. Cette évolution provient principalement du secteur de l'intérim, qui se replie de 21,0 % au premier trimestre et dans une moindre mesure de l'immobilier et l'hébergement-restauration.

Même les activités de conseil, juridiques et d'ingénierie semblent gagnées par le repli.

Seules certaines activités liées aux associations, à l'action sociale ou à la santé ainsi que la recherche et le développement résistent.

Graphique 4 : Masse salariale et emploi du secteur privé



Encadré 3 : Sources et méthodologie

Les **Bordereaux Récapitulatifs de Cotisations (BRC)** sont remplis par les établissements employeurs du régime général exerçant leur activité en France (Métropole et Dom) qui **déclarent** aux Urssaf **leurs cotisations sociales, les différentes assiettes salariales** (plafonnée, déplafonnée, CSG) donnant lieu à cotisations ou à allègements, ainsi que **leurs effectifs salariés**. Cette déclaration est mensuelle si l'effectif de l'entreprise est supérieur à 10 salariés et en principe trimestrielle en deçà de ce seuil.

La base Séquoia centralise depuis janvier 1997 ces déclarations et comporte environ 600 000 comptes mensuels et 1 300 000 comptes trimestriels actifs (plus du double en comptabilisant les comptes actifs au moins une fois depuis 1997). Elle est alimentée par des extractions mensuelles. L'extraction qui a lieu deux mois après la fin d'un trimestre comprend la quasi-totalité des déclarations. Les bordereaux arrivant postérieurement à ces 2 mois sont estimés dans un premier temps par l'Acoss à partir des informations des périodes précédentes, puis cette estimation est affinée ultérieurement au regard de l'ensemble de la chronique des déclarations. Les données présentées ici sont donc provisoires pour le dernier trimestre et comprennent de légères révisions sur l'historique, essentiellement sur le trimestre précédent. **Les données sont également désaisonnalisées** pour corriger notamment l'impact des versements de primes et les fluctuations saisonnières de l'emploi. Ces désaisonnalisations peuvent également conduire à des révisions des périodes antérieures. Les coefficients saisonniers sont revus une fois par an.

Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), **la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile**. Il est très proche de ceux de l'Unedic (hors grandes entreprises nationales) et de l'Insee (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

La nouvelle nomenclature d'activité NAF (articulée sur la nomenclature européenne NACE et la nomenclature internationale) est entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008. Elle a été réropolée sur l'ensemble des établissements depuis janvier 1997, permettant ainsi de disposer de séries détaillées. Les tableaux et graphiques reposent sur un classement en 38 secteurs agrégés, mais les commentaires peuvent s'appuyer sur des niveaux plus fins (jusqu'à 732 niveaux détaillés).

L'assiette salariale totale ou l'assiette déplafonnée désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, c'est-à-dire le salaire de base auquel s'ajoutent des compléments légaux, conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur, sous forme de commissions, de primes, de rémunération des heures

supplémentaires, de gratifications et d'avantages en nature.

Elle se distingue de l'assiette « **Contribution Sociale Généralisée** » (CSG) sur les revenus d'activité, qui comprend également les sommes allouées au titre de l'intéressement et de la participation, et de l'assiette CSG sur les revenus de remplacement, qui intègre certaines indemnités n'entrant pas dans l'assiette déplafonnée, **notamment les indemnités de chômage partiel**.

L'effectif salarié est un effectif en fin de trimestre ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif réel en fin de mois diffère d'autres notions d'emploi faites en ETP ou qui excluent certaines catégories de salariés dont les emplois aidés. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf et l'Acoss.

L'effectif moyen trimestriel est égal à la demi-somme de l'effectif de fin de trimestre et de l'effectif de fin du trimestre précédent.

L'effectif moyen annuel est égal à la moyenne des effectifs moyens trimestriels de l'année.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale annuelle à l'effectif moyen annuel.

Indicateurs présentés :

Le taux d'évolution en moyenne annuelle est égal à la somme des quatre derniers trimestres divisée par la somme des quatre trimestres précédents.

Le glissement trimestriel (GT) compare les données du trimestre avec celles du trimestre précédent.